

Être pacifiste en temps de guerre : difficile, mais essentiel

En février 2022, tout a basculé. Comme partout ailleurs, le monde politique suisse a utilisé l'invasion de l'Ukraine par la Russie pour développer une rhétorique guerrière et mettre en œuvre un programme de réarmement massif: le budget de l'armée a été augmenté de presque 40%, passant de 21 à 29 milliards de francs pour les années 2025 à 2028.

Afin de financer cette augmentation massive et respecter le sacro-saint frein à l'endettement, il faudra couper ailleurs. Le Conseil fédéral a donc commandé le rapport Gaillard¹. Objectif : économiser 2,7 milliards de francs en 2027, 3,6 milliards dès 2028. À part la défense, tous les domaines devront se serrer la ceinture: la formation, la recherche, les transports publics, l'agriculture, l'environnement, la lutte contre le réchauffement climatique, les rentes vieillesse, la coopération au développement. C'est le modèle économique, écologique et social de la Suisse qui est menacé.

La Suisse n'est pas menacée

Surtout que rien ne l'exige : la Suisse a les moyens et elle n'est pas menacée. En octobre 2022, six mois après l'invasion de l'Ukraine, le Conseil fédéral a transmis au parlement un complément à son Rapport sur la politique de sécurité, publié en 2021, incluant les nouvelles menaces issues du conflit². Le constat est lapidaire : « Grâce à sa situation géographique, la Suisse est moins exposée et une agression armée directe de la Russie contre la Suisse, notamment avec des troupes au sol, est improbable, même dans un avenir proche ». Le rapport rappelle que les menaces sont encore et toujours ailleurs : cyberattaques, terrorisme, criminalité organisée, désinformation, affaiblissement de la démocratie, pauvreté, conséquences du réchauffement climatique. Mais la majorité du parlement s'en tape. Afin d'acheter des lance-mines dépassés, des avions de combat inutiles, ou rénover nos vieux chars de la guerre froide, mes collègues sont prêts à affaiblir notre sécurité et celle des générations futures.

Pire, la rhétorique guerrière fait perdre tout sens de la mesure au parlement. Utilisant le prétexte du risque hypothétique d'une guerre, mes collègues sont prêts à tout : supprimer le service civil, renoncer à interdire les armes nucléaires, déréguler les exportations de matériel de guerre, rejoindre l'OTAN.

Mais est-ce vraiment le rôle de la Suisse, aujourd'hui dans le monde ?

La Suisse est neutre. Elle ne l'a pas choisi. Sa neutralité lui a été imposée en 1815 par le Congrès de Vienne. Elle en a cependant largement profité. Elle a été épargnée par les deux guerres mondiales, tout en commerçant avec toutes les parties. Depuis la fin de la guerre froide, notre pays a abandonné sa neutralité stricte au profit d'une neutralité plus en phase avec notre temps. Depuis la charte des Nations Unies, conclue en 1945, la guerre est interdite³ et la Suisse a l'obligation de coopérer pour mettre fin à toutes les situations où le droit international est gravement violé, comme en Ukraine. Cette coopération passe par l'aide humanitaire, par l'application stricte des sanctions internationales et par le soutien à toutes les initiatives qui visent à mettre fin à l'agression, rétablir l'Ukraine dans ses frontières et punir les auteurs de violations du droit international humanitaire. Cet engagement est encore renforcé par le rôle particulier de la Suisse, depositrice depuis 1949 des Conventions de Genève.

Pacification par la démocratie

Ce n'est pas en se réarmant que la Suisse encourage la paix ou assure sa sécurité. D'ailleurs, personne ne le lui demande. Comme entre les deux guerres mondiales, la montée des nationalismes va de pair avec le développement des armées partout dans le monde. Alors que pendant des décennies, le multilatéralisme et le développement des agences onusiennes ont permis d'améliorer la sécurité économique, sociale et écologique de millions de personnes, la dynamique actuelle va précisément dans l'autre sens. On n'oublierait presque que la pacification de l'Europe a passé par la démocratie et la coopération et que la Suisse a largement profité de ce mouvement.

La Suisse était fière de sa tradition humanitaire, mais elle a récemment trop souvent détourné le regard pour des raisons économiques ou électoralistes. Notre pays contribuerait plus durablement à sa sécurité s'il s'engageait totalement et courageusement pour le respect du droit international humanitaire, des droits de l'Homme et de la démocratie, s'il mettait toute son énergie dans la résolution diplomatique des conflits. C'est ça l'essence de la neutralité moderne.

Fabien Fivaz

Conseiller aux États

Ancien membre de la

Commission de politique de sécurité
du Conseil national

1 Réexamen des tâches et des subventions : news.admin.ch/fr/nsb?id=102357

2 cf. fedlex.admin.ch/eli/fga/2022/2357/fr

3 Au niveau international, la neutralité est toujours régie par la Convention de La Haye, conclue en 1907. À l'époque, la guerre était autorisée.